

Où sont les richesses ?

Pour une économie ancrée dans la société et dans la nature

BIBLIOGRAPHIE

Sélection de références documentaires sur ce qu'est la richesse, les indicateurs et les monnaies alternatifs, le capital naturel, associant des documents de fond et des documents pratiques. Bibliographie non exhaustive. Disponible en ligne sur www.alterre-bourgogne.org (rubrique Bibliographies)

Richesse et indicateurs

Comment va la vie ? Mesurer le bien-être

OCDE, 2013

Toute personne aspire à une bonne vie. Mais que signifie « une bonne ou une meilleure vie » ? La deuxième édition de ce rapport examine les aspects les plus importants qui façonnent le bien-être et la vie des gens dans les pays de l'OCDE et dans d'autres grandes économies, en observant les conditions de vie matérielle et la qualité de vie des personnes à travers la population. Il apporte également un éclairage approfondi sur quatre questions transversales du bien-être qui sont aujourd'hui particulièrement pertinentes : comment le bien-être a-t-il évolué pendant la crise économique et financière ? ; Quels sont les écarts entre les hommes et les femmes en matière de bien-être ? ; Comment peut-on mesurer la qualité de l'emploi et le bien-être au travail ? ; et comment peut-on définir et mesurer la soutenabilité du bien-être au fil du temps.

Les nouveaux indicateurs de richesse

Jean GADREY, Florence JANY- CATRICE. Éditions La découverte, 2007

Si le niveau du PIB et la croissance restent les principaux symboles de la réussite ...de nombreuses critiques sont apparues, contestations à tonalité sociale (la croissance ne fait pas nécessairement le progrès social) ou contestations à tonalité environnementale (la croissance peut détruire ou épuiser des ressources naturelles non renouvelables ou renouvelables) L'ouvrage vise à s'intéresser aux études et recherches, contributions statistiques ayant eu pour objet central la mise au point d'indicateurs synthétiques nouveaux. Les auteurs font l'hypothèse que les prochaines décennies soient consacrées à des manifestations diverses exigeant que les comptes nationaux et internationaux soient à la fois des comptes économiques prolongeant ceux de la comptabilité nationale actuelle et des comptes du « développement humain durable ».

Qu'est-ce que la richesse ?

Dominique MEDA. Flammarion, 2000

Dans cet ouvrage, Dominique Méda fait une critique du PIB, outil de mesure de la richesse nationale fondé sur l'idée d'une croissance considérée comme une fin en soi. Elle propose de forger des indicateurs de richesse qui ne soient pas strictement monétaires.

Au-delà du PIB : pour une autre mesure de la richesse

Dominique MEDA. Champs actuel, 2008

Au début de l'année 2008, le président de la République, Nicolas Sarkozy, déclara que l'indice du PIB (Produit intérieur brut) était inapte à représenter les évolutions économiques et sociales, et qu'il était urgent d'élaborer d'autres indicateurs de croissance. À cette fin, il chargea deux prix Nobel d'économie Amartya Sen et Joseph Stiglitz, de constituer une commission. La réflexion sur les limites de PIB comme critère de mesure du bien-être ne date pourtant pas d'hier. Voilà déjà trente ans outre-Atlantique, puis plus précisément depuis les années 1990, que le débat est lancé. En France, la sociologue Dominique Méda en a fait l'un des axes fondateurs de ses travaux. Dès 1999, dans Qu'est-ce que la richesse ? Elle remarquait que le PIB n'est affecté ni par la montée de la violence, ni par le développement des inégalités ou l'altération de l'environnement - et, inversement, n'est pas

valorisé en cas d'accroissement constant du niveau d'éducation ou d'amélioration de l'état de santé de la population. Et de conclure : " Si ce qui importe, c'est ce qui est productif ; comment donner de la valeur à des activités qui ne sont productives de rien, seulement de relation, de sens, de qualité de vie ? ". À l'heure où le mot d'ordre du gouvernement en place est " Travailler plus pour gagner plus ", cette réflexion, on s'en doute, revêt une acuité toute particulière...

La richesse autrement

Alternatives économiques. HS poche n°48, mars 2011

Ce document tente de répondre à la question : qu'est-ce que la richesse? Quelles représentations des richesses et quelles façons de les mesurer?

La richesse des hommes

Roger SUE. Editions Odile JACOB, 1997

Les économies développées ont retrouvé le chemin de la croissance et, cependant, le chômage persiste. La croissance ne créerait-elle plus d'emploi ? Dans son ouvrage, Roger Sue s'engage dans une autre voie : il se développe aujourd'hui des activités nouvelles que ni le secteur industriel ni le tertiaire, à la recherche constante d'une amélioration des gains de productivité, ne peuvent satisfaire. Dès lors, l'emploi salarié traditionnel ne peut être mobilisé dans un secteur quaternaire naissant. Ainsi les politiques de l'emploi elles-mêmes échouent à créer massivement des activités professionnelles. En fait, nos sociétés secrètent de nouveaux besoins donc une demande que le travail sous sa forme salariée ne peut satisfaire. En effet, le développement de compétences polyvalentes, des services relationnels, d'une demande sociale plus incisive met en jeu des réseaux, des solidarités nouvelles. Ces activités constituent en elles-mêmes un nouveau mode de production. Seules des personnes disponibles, motivées, fondant leur activité sur la réciprocité peuvent contribuer à en faire une activité économique. Roger Sue émet alors l'hypothèse qu'un secteur associatif élargi, mieux que les institutions (l'école, les entreprises, le secteur public) enfermées dans leur logique de fonctionnement, pourrait remplir ce rôle. À certaines conditions cependant : un statut juridique particulier, une reconnaissance d'utilité économique et sociale, la réorientation des aides au marché et aux entreprises vers ce secteur quaternaire, l'activation des dépenses sociales, la subsidiarisation de l'État, la mise à disposition de ressources propres, la création d'une monnaie de l'échange mutuel

La fabrique de l'innovation sociale.

Alternatives économiques. HS poche, n°62, juin 2013

Ce document propose de découvrir ce que représente l'innovation sociale, à travers 40 exemples d'expériences originales qui associent recherche de l'équilibre économique et satisfaction d'objectifs sociaux et environnementaux.

Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable

R. COSTANZA et al. Les petits matins, Institut Veblen, 2013

Cet ouvrage dresse un panorama des solutions à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins de tous et vivre mieux dans une économie durable : prendre en compte les limites écologiques, abandonner l'objectif de croissance du PIB au profit de l'amélioration du bien-être humain, rediriger nos techniques de production vers des solutions durables, renforcer le capital humain et social, réaliser des réformes financières et fiscales écologiques.

Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie

Jean VIARD. Editions de l'Aube, 2011, 198 p.

L'objet de ce livre est de décrire nos nouvelles manières de vivre et d'habiter. L'auteur analyse tout d'abord la « société des modes de vie » qui a pris la place d'une époque réglée au tout productif. Il en montre les forces et les enjeux, puis expose que nous sommes sortis d'une société sédentaire pour nous réorganiser dans une société « mobile ». Ensuite il s'interroge sur la « ville-nuage », où l'urbanité s'est étendue quasiment au territoire en son entier. L'auteur montre alors la carte de France telle que nous la ré-habitions, avec ses dynamiques et ses complexités. Puis il termine sur les transformations de la cité politique provoquée par la société des modes de vie : autonomisation individuelle et recul des grandes solidarités collectives.

Manifeste pour le bonheur : comment passer d'une société de l'avoir à une société du bien-être

Stefano BARTOLINI. Editions Les liens qui libèrent, 2013, 286 p.

Cet ouvrage traite des causes et des remèdes de l'insatisfaction contemporaine. La première partie étudie le paradoxe du bonheur aux Etats-Unis. La seconde partie donne une explication du déclin des relations aux Etats-Unis. La troisième partie propose un programme politique suggéré par les études sur le bonheur. La quatrième partie est consacrée à l'analyse de la crise économique actuelle. La cinquième partie montre les éléments d'une réalité possible : entreprise, ville, école, économie sociale, santé.

Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social

Le rapport Stiglitz sur la mesure de la richesse nationale préconise de compléter le produit intérieur brut (PIB) par d'autres indicateurs afin de mesurer le progrès social et le bien-être des individus. Le rapport formule 12 recommandations. Trois principes sont retenus : la prise en compte des ménages dans l'analyse économique, la mesure de la qualité de vie et le développement durable.

http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

Rapport Stiglitz, analysé par FAIR :

http://www.alternatives-economiques.fr/rapport-stiglitz---le-travail-ne-fa_fr_art_633_44017.html

Reconsidérer la richesse : rapport final de la mission « nouveaux facteurs de richesse »

Patrick VIVERET. Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, 2002, 135 p.

Notre représentation actuelle de la richesse aggrave les problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées au lieu de nous aider à les résoudre. Dans la plupart des dossiers qui ont été au cœur des débats publics de ces derniers mois, de la vache folle à l'Erika, de l'amiante aux accidents de la route, des conséquences de la grande tempête de décembre 1999 à la crise des carburants de l'automne 2000, il y a toujours un élément commun : ces catastrophes sont des bénédictions pour notre Produit Intérieur Brut. C'est pour réfléchir aux conditions de dépassement de ce paradoxe que Guy Hascoët a confié à Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, une mission de cadrage et d'exploration sur la question des nouveaux critères et indicateurs de richesse. Ce rapport final vise à explorer des pistes, à proposer des hypothèses et des expérimentations.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/024000191/0000.pdf>

La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste

Jean-Marie HARRIBEY, 2013

Ce livre propose une critique sociale et écologique de l'économie capitaliste contemporaine en effectuant un retour sur l'économie politique, d'Aristote à Smith et Ricardo, et sur sa critique radicale accomplie par Marx : le travail est le seul créateur de valeur économique, et cette valeur acquiert une reconnaissance sociale à travers l'échange monétaire, que celui-ci soit marchand ou non marchand. Il s'ensuit que le travail effectué dans les services collectifs non marchands est éminemment productif, définissant un premier champ de la richesse autre que marchande. Mais ce dernier n'est pas le seul : s'ajoutent aussi celui des richesses naturelles et celui qui concerne toutes les formes non monétaires de la socialité.

Développer de nouveaux indicateurs de richesse afin de repenser l'attractivité territoriale ?

Anne LE ROY, Fiona OTTAVIANI. Communication Colloque interdisciplinaire «Territoires, Emploi et Politiques Publiques», Université de Metz, 23-24 juin 2011

Dans cet article, les auteurs proposent de repenser l'attractivité en analysant de manière couplée la conceptualisation et la quantification de ce phénomène, via les indicateurs de richesse, afin de produire de la connaissance utile à l'action publique. La réflexion repose sur une expérience menée au niveau de l'agglomération de Grenoble avec des professionnels de la politique de la ville.

La réflexion sur les indicateurs de richesse et leur mesure alimente une posture d'observation nouvelle, se déplaçant de la comptabilisation de ce qui dysfonctionne (absence d'emploi, de perspectives, de logements décents, d'éducation) vers ce qui peut être valorisé sur un territoire. C'est dans ce renouvellement méthodologique et cette nouvelle hiérarchie des éléments qui comptent que s'inscrit le rapprochement opéré dans cet article entre attractivité et indicateurs de richesse.

http://creg.upmf-grenoble.fr/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?ID_FICHIER=1343379276206

Indicateurs de richesses et territoires : un enjeu démocratique?

Document de travail. Chaire "développement humain durable & territoires", juin 2013

Note de problématique sur la Recherche action "Nouveaux indicateurs de richesse" qui vise à conduire, à partir de l'analyse d'expériences concrètes et d'apports réflexifs, une exploration sur l'enjeu démocratique et de la contribution citoyenne dans l'élaboration et dans l'usage des indicateurs de richesses.

<http://www.chaire-dhd-territoires.org/>

Le PIB n'est pas un bon outil pour mesurer le bien-être

Terra Eco, n°52, novembre 2013, p.24

Il n'y a pas que la croissance dans la vie ! Martine Durand, économiste, explique comment élaborer de nouveaux indicateurs de richesse avec les citoyens. Et incite à observer les expériences menées en Autriche ou au Royaume-Uni...

[L:\Documentation\Revue de presse\veille revues\autres\TE_nov2013_n52_p24_pib et bien etre.pdf](L:\Documentation\Revue de presse\veille revues\autres\TE_nov2013_n52_p24_pib et bien etre.pdf)

Qu'est ce qui a de la valeur ? Qu'est ce qui n'a pas de prix ?

Interview de Patrick Viveret, dans le cadre des Assises nationales du développement durable, Rhône-Alpes, 2009
http://www.youtube.com/watch?v=HJ3ru_OzPiQ

Patrick Viveret : qu'est ce qui compte vraiment dans nos vies ?

Si nous continuons à nommer les richesses de façon traditionnelle, avec le PIB par exemple, nous sommes dans la situation d'un marin qui déciderait de changer de cap mais dont les instruments resteraient réglés sur l'ancien cap... Pour se poser la question de savoir qu'est ce qui compte vraiment dans nos vies il suffit de demander autour de nous. Toute richesse vient d'une combinaison entre richesse humaine et richesse naturelle.

C'est le cœur de la richesse.

<http://www.collectif-richesses.org/spip.php?article38>

Interview Jean Fabre : 5^e assises nationales du développement durable, janvier 2009, Lyon

"Les inégalités n'ont pas arrêté de croître sur la planète au cours des 200 dernières années, à l'intérieur des pays et entre les pays. L'écart s'est accru de plus de 15 fois en valeur absolue et en valeur relative entre les plus riches et les plus pauvres."

http://www.youtube.com/watch?v=qoLADaE48zE&feature=player_embedded

Dossier : Monnaies, indicateurs : et si on réinventait la richesse

Altermondes, HS n°14, novembre 2013

Chaque jour, les uns des journaux reviennent sur la débâcle de l'économie grecque, rappelant combien le jeu sur les monnaies peut être destructeur pour les sociétés. La crise mondiale ne fait cependant que révéler la nécessité et l'urgence de repenser le modèle économique dominant et de le réorienter vers ce qui fait réellement richesse. Mais qu'est-ce que la richesse ? La question mérite d'être débattue. Pour en finir avec le PIB et pour inventer de nouveaux indicateurs de richesse qui permettront de conduire des politiques à même de garantir le bien-être des populations. De nouveaux indicateurs mais aussi de nouvelles monnaies – sociales et complémentaires – pour de nouveaux échanges.

Dossier : Qui décide de ce qui compte ?

Revue Projet n°331, décembre 2012

Qu'est-ce qui fait la valeur d'une entreprise ? D'une banque ? La richesse d'un pays ? Autant de questions qui échappent encore largement au débat public. Pourtant, de l'Amérique latine au Bhoutan en passant par la France, des alternatives au PIB et aux normes comptables des entreprises s'inventent. Un débat en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire.

http://www.revue-projet.com/dossier_revue/qui-decide-de-ce-qui-compte/

La valeur des nations. RCF, Emission du mercredi 09 janvier 2013

Invités de l'émission : Anne-Sophie Delecroix, CCFD-Terre Solidaire ; Florence Jany-Catrice économiste ; Jean Merckaert, rédacteur en chef de la revue Projet

Economie, développement, éducation, politique... Comment calculer la richesse d'une nation ? Endettement et croissance, qui décide du PIB ? Est-ce que le PIB rend compte de la richesse d'un pays ? Que veut dire être pauvre ? Mesurer l'inflation ou la pauvreté est importante, mais derrière les comptes il y a une représentation que l'on se fait du monde. Stéphanie Gallet et ses invités recueillent vos réactions.

<http://www.rcf.fr/radio/rcfnational/emission/142408/457310>

Monnaies

Rendre la création monétaire à la société civile : Vers une économie au service de l'homme et de la planète

Philippe DERUDDER. Editions Yves Michel

« Les solutions préconisées pour résoudre misère, épuisement des ressources, pollutions, chômage, violence, etc. se heurtent invariablement à la quantité d'argent que l'on y consacre. Le capitalisme néo-libéral n'a qu'une réponse : la "croissance" ! Or, elle aggrave les problèmes et conduit à l'impasse... Existe-t-il donc une alternative crédible ? Philippe Derudder explore une piste méconnue : la réappropriation du pouvoir de création monétaire pour que l'argent, au lieu de limiter les hommes devienne l'allié de leur réalisation. Le langage simple et vivant de ce texte rend le sujet accessible à tous. La démonstration s'articule en trois points : d'abord comprendre des notions de base. Exemple : l'émission de monnaies porteuses d'intérêts par des banques privées etc. s'appuyer ensuite sur des expérimentations historiques rassemblées ici et mises en perspective : monnaies fondantes en Europe, les SELs, l'Argentine, l'Ithaca Hours, les BARTERS,... enfin, une expérience originale, pour aider la société

Alterre Bourgogne - Bibliographie - Où sont les richesses ? - Conférence du 6 décembre 2013 à Dijon

et l'entreprise à s'ouvrir à une dynamique plus respectueuse de l'individu, de l'intérêt collectif et de l'écologie planétaire sans pour autant bouleverser leur équilibre. Se réapproprier notre pouvoir de création monétaire apparaît comme une solution efficace à une planète vivable pour les générations à venir. »

Une monnaie nationale complémentaire, pour relever les défis humains et écologiques

Philippe DERRUDER et André-Jacques HOLBECQ. Editions Yves Michel, 2011

L'ouvrage traite de l'économie actuelle qui repose sur l'argent rare et l'exploitation de ressources naturelles qui viennent à s'épuiser. Les deux auteurs expliquent l'idée d'une économie complémentaire sociétale qui contribuerait à créer des emplois mieux rémunérés et ce dans l'optique de produire des services socialement utiles. L'offre actuelle de services en serait ainsi élargie.

Monnaies régionales, de nouvelles voies vers une prospérité durable

Bernard LIETAER et Margrit KENNEDY. Editions Charles Leopold Meyer, 2008

Le processus de mondialisation qui est en œuvre depuis une vingtaine d'années suscite autant l'assentiment que la méfiance. Il s'agit aujourd'hui non pas de savoir si la mondialisation est « bonne » ou « mauvaise », mais d'élaborer un modèle dans lequel tous les participants seraient gagnants. Se fondant sur le rôle que notre système monétaire joue dans ces dysfonctionnements, Bernard Lietaer et Margrit Kennedy démontrent que des organisations ayant une bonne connaissance des attentes au niveau local sont plus à même de remplir des missions sociales comme l'assistance aux enfants ou aux personnes âgées, la lutte contre le chômage... Ils militent pour que les initiatives de portée nationale ou européenne soient soutenues par l'introduction de monnaies régionales. Ce modèle de développement concret, crédible et cohérent, offre une contre-esquisse à la forme actuelle de la mondialisation, et permet de répondre aux attentes légitimes de ces milliards d'hommes qui, actuellement, n'en subissent que les conséquences négatives.

Pour Télécharger : http://docs.eclm.fr/pdf_livre/329MonnaiesRegionales.pdf

La double face de la monnaie

DVD. Vincent GAILLARD et Jérôme POLIDOR. Studio Mare aux Canards.

L'argent est devenu la valeur centrale de nos sociétés. Comme une drogue, les individus, toujours à sa recherche, craignent d'en manquer. Beaucoup sont prêts à faire n'importe quoi pour s'en procurer. Depuis la fin des années 90, des systèmes d'échanges complémentaires sont mis en place par des citoyens un peu partout dans le monde. La monnaie redevient un outil social, au service de l'homme. Le Chiemgauer allemand, la Banque du temps anglaise et les Systèmes d'Echange Locaux (SEL) français, sont des preuves concrètes que la monnaie peut redevenir un sujet de débat dans la société occidentale.

Indices

Film documentaire de Vincent GLENN

« Indices expose les aberrations d'un mode de calcul qui additionne en positif les réparations occasionnées par les catastrophes, et qui continue à être le principal critère utilisé pour situer le "niveau de vie" des nations. A l'heure où l'on s'effraie des craquements multiples de l'économie de surconsommation, Indices explore également les alternatives déjà disponibles pour mesurer le véritable progrès social, donner une idée de la "taille du gâteau" mais aussi de son partage et de sa qualité. »

Pluralité monétaire et stabilité économique : l'expérience suisse

Wojtekk ALINOWSKI. Octobre 2011

La monnaie complémentaire suisse WIR est l'exemple type d'une création monétaire gérée par les agents économiques en dehors du système bancaire traditionnel. Confrontées au resserrement du crédit et à la crise de liquidité, les PME suisses augmentent leurs transactions en WIR ; lorsque la conjoncture s'améliore, elles reviennent au franc suisse. Cet effet contracyclique montre le potentiel des monnaies parallèles comme outil de stabilité macroéconomique.

http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/pluralite_monetaire_et_stabilite_economique_fr_oct_2011_.pdf

Dossier Monnaies locales

Revue l'Age de faire, N°56, septembre 2011

Economie sociale et solidaire : quand les territoires inventent leur monnaie

Revue La Gazette des Communes, 07 décembre 2011.

<http://www.lagazettedescommunes.com/88137/economie-sociale-et-solidaire-quand-les-territoires-inventent-leur-monnaie/>

Bernard Lietaer : site web & livres : <http://www.lietaer.com/writings/books/>

Capital naturel

Millenium Ecosystem Assessment Vivre au-dessus de nos moyens - Actifs naturels et bien-être humain. Déclaration du Conseil d'administration. 28 p

Stratégie nationale pour la biodiversité

La stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) est la concrétisation de l'engagement français au titre de la convention sur la diversité biologique, ratifiée par la France en 1994.

Faisant suite à la première stratégie (2004-2010), la SNB 210-2020, structurée en 6 orientations stratégiques et déclinée en 20 objectifs, a pour ambition de préserver et restaurer, renforcer et valoriser la biodiversité ; en assurer l'usage durable et équitable ; réussir pour cela l'implication de tous et de tous les secteurs d'activité.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-La-Strategie-nationale-pour-la-.html>

Le Grenelle de l'Environnement. Préserver la biodiversité et les ressources naturelles.

Rapport de synthèse du groupe 2. Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, 2007

Si la crise de la biodiversité est moins connue que celle du climat, le Groupe 2 considère que les dégâts n'en sont pas moins graves, ni davantage réversibles. Ce dernier a adopté un référentiel de 119 mesures en faveur de la biodiversité et des ressources naturelles (annexe 1). Le rapport propose une synthèse, organisée en 4 axes et 15 programmes. Le groupe rappelle que la France et l'Union Européenne se sont engagées pour stopper la perte de biodiversité d'ici 2010, et que la France s'est dotée d'une stratégie nationale pour la biodiversité en 2005.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/074000594/0000.pdf>

Panorama des services écologiques fournis par les milieux naturels en France. Volume 1 : Contexte et enjeux

UICN France, 2012

Le Comité français de l'UICN présente un panorama des services fournis par les écosystèmes en France pour mieux les connaître et mieux prendre en compte leur fonctionnement et leur rôle dans nos politiques et activités. Cette étude n'aborde pas la question de la monétarisation de la nature : l'évaluation économique des services fournis par les écosystèmes n'implique en effet pas de leur attribuer une valeur marchande. La première partie de cette étude permet de poser le contexte et les enjeux liés aux services écologiques. Elle sera suivie d'autres parties présentant, écosystème par écosystème, les biens et services écologiques fournis, ainsi que des analyses et recommandations pour mieux les intégrer dans les politiques publiques.

http://www.uicn.fr/IMG/pdf/Brochure_Panorama_des_services-vol1.pdf

Dossier : Émergence et mise en politique des services environnementaux et écosystémiques

Sous la direction de Martine Antona, Muriel Bonin, Marie Bonnin, Marie Hrabanski et Jean-François Le Coq. Vertigo, Volume 12 numéro 3 | décembre 2012

Les 12 articles du dossier Émergence et mise en politique des services environnementaux et écosystémiques apportent des enseignements sur les processus scientifiques et politiques en émergence autour de la mise en œuvre des notions de services écosystémiques et services environnementaux, mais ouvrent ensemble de nouveaux champs de recherche et montrent l'importance des recherches interdisciplinaires dans le domaine pour bien saisir les enjeux et relevé le défi de l'intégration de la notion des services écosystémiques dans la gouvernance environnementale locale, régionale, nationale ou encore internationale.

<http://vertigo.revues.org/12717>

La vie, quelle entreprise ! Pour une révolution écologique de l'économie.

Robert BARBAULT, Jacques WEBER. Editions du seuil, 2010

Cet ouvrage a pour objectif de montrer comment l'édifice humain repose sur la Nature et comment la biodiversité a beaucoup à nous apprendre : en prenant en compte l'ensemble de la biosphère, nous pourrions comprendre les dangers que court l'humanité de son propre fait, et comment il est possible de redresser la barre. La première partie est une découverte rapide de la biodiversité appréhendée comme entreprise globale, son organisation en réseau et les menaces écologiques, économiques et sociales qui résultent de sa dégradation. La seconde partie traite de l'appropriation du monde par l'homme et l'évolution de ses rapports avec la biosphère sur les trois derniers siècles. La dernière partie traite de la prise de conscience et de la nécessité de changement en présentant des voies pour renouer avec la nature, ancrées dans le patrimoine de la biosphère.

La biodiversité au quotidien : le développement durable à l'épreuve des faits

Christian LEVEQUE. IRD Editions, Editions QUAE, 2008

« Le discours dominant en matière de biodiversité concerne presque exclusivement l'érosion des espèces et des écosystèmes. L'auteur tord le cou à ces idées reçues en portant un regard critique et novateur sur les multiples visages de la biodiversité. »

Protéger la biodiversité : les entreprises sont-elles responsables ? Analyse comparée des stratégies de protection de la biodiversité de 127 entreprises européennes cotées

Vigeo rating, Humanité et Biodiversité, 2012

Responsables d'une partie des dégradations des écosystèmes, les entreprises sont aussi dépendantes des services qu'elles fournissent. Leur capacité à limiter les pressions causées par leurs activités sur les écosystèmes pourrait donc s'avérer déterminante pour la durabilité de leurs activités. Cette étude passe en revue les performances des entreprises en matière de gestion de leurs impacts sur la biodiversité. La première partie rappelle les impacts des entreprises sur la biodiversité et les risques auxquels sont exposés les différents secteurs. La seconde partie analyse les performances de neuf secteurs (comportant 127 entreprises) évalué par Vigeo sur ce sujet. La troisième partie présente une revue détaillée des performances de trois secteurs : Industrie Agroalimentaire, Energie et Matériaux de construction.

http://www.inspire-institut.org/wp-content/uploads/2012/10/etude_vigeo_biodiversite_fr_2012-2.pdf

Comptabilité et développement durable

Jacques RICHARD. Editions Economica, 2012

L'objectif de cet ouvrage est de montrer que la comptabilité environnementale adaptée à la conservation des capitaux humain et naturel, pourra seule permettre de régler la question environnementale. La première partie de cet ouvrage a pour objet de montrer les multiples conceptions des comptabilités environnementales correspondant aux différentes théories du développement durable. La seconde partie passe en revue les exemples les plus marquants de ces grands types de comptabilité. La troisième partie évoque les conséquences du choix de nouvelles comptabilités environnementales sur la gouvernance des entreprises et des nations. La conclusion a pour objectif de proposer une nouvelle définition comptable du développement durable et de revenir sur ses enjeux économiques et philosophiques.

La nature, combien ça coûte ? Pourquoi l'écologie n'est pas l'ennemi de l'économie

Frédéric DENHEZ. Éditions Delachaux et Niestlé, 2007

Cet ouvrage présente les méthodes imaginées par des économistes pour continuer le développement économique tout en limitant la ponction sur les ressources naturelles, en réintégrant l'écologie dans l'économie, c'est-à-dire en donnant une valeur à la nature. L'auteur décrypte les méthodes mises en oeuvre par les assureurs, les responsables politiques, les ONG et les scientifiques.

Economie de l'environnement et économie écologique

Laurent ELOI et Jacques LE CACHEUX. Armand COLIN, 2012

Ce manuel rapproche l'analyse économique et le monde naturel. Il actualise les grandes notions développées en matière d'économie des ressources naturelles et de l'environnement et étudie les avancées contemporaines de l'économie écologique. Il montre comment combiner le maintien d'un environnement viable, le développement économique et une organisation sociale équitable. Il présente les méthodes de valorisation économique des écosystèmes et de la biodiversité. Il traite de la question de la justice et des inégalités environnementales.

Manuel d'évaluation de la biodiversité : guide à l'intention des décideurs

OCDE, 2002

La perte et la valeur de la diversité biologique. Les valeurs et la prise de décision. Obtention des valeurs : procédures délibératives et participatives. Les valeurs et la notion de temps. Valeurs économiques : les principes de base. Méthodes d'évaluation économique fondées sur les prix du marché. Méthodes des préférences déclarées. Evaluation économique : le transfert d'avantages. Les valeurs de la biodiversité et le processus d'élaboration des politiques.

Comment évaluer les biens et services environnementaux ?

Sylvie SCHERRER. La documentation française, 2004

Dans cet ouvrage sont présentées les principales méthodes d'évaluation des biens et services environnementaux. Ces méthodes sont illustrées par des études. L'intérêt de ces méthodes d'évaluation est de permettre d'estimer ces bénéfices et de montrer que les mesures de protection ne constituent pas seulement un coût pour la collectivité. Les travaux fondés sur ces méthodes d'évaluation ont ainsi une vertu pédagogique, en invitant chaque citoyen à prendre conscience de la richesse du patrimoine naturel.

Comment intégrer la biodiversité dans la biodiversité dans les stratégies des entreprises : le bilan biodiversité des organisations

Joël HOUDET. FRB, Orée, 2008

Une difficulté majeure pour intégrer la biodiversité dans les stratégies des entreprises est de comprendre à quoi renvoie un concept aujourd'hui couramment usité. La première partie de l'ouvrage s'attache à le présenter, du point de vue scientifique et de celui des entreprises. Elle concerne l'analyse des niveaux de dépendance directe des branches d'activités au monde vivant et la construction d'un Indicateur d'Interdépendance de l'Entreprise à la Biodiversité (IIEB). La deuxième partie s'articule sur des retours d'expérience. Rédigés à partir d'une auto-évaluation portant sur l'IIEB, ils présentent l'image que diverses entreprises et collectivités se font de leur interdépendance à la biodiversité. Ces travaux confirment que l'ensemble de l'économie interagit, de manière directe et indirecte, avec le tissu du monde vivant. La troisième partie s'attache à analyser plus précisément la nature de l'influence des entreprises sur l'évolution du monde vivant. Cela revient à caractériser la nature des dynamiques de co-évolution entre entreprises et écosystèmes. Enfin, la dernière section présente neuf initiatives innovantes en faveur de la biodiversité à travers le monde. Rédigées sous forme d'articles courts, elles sont en lien étroit avec le monde de l'entreprise et tentent de s'inscrire dans la démarche de co-viabilité biodiversité – entreprises.

Notre santé et la biodiversité

Serge MORAND, Gilles PIPIEN. Buchet Chastel, 2013

Cet ouvrage traite de la relation étroite entre notre santé et notre environnement naturel. Il montre comment nous vivons avec le vivant, en quoi la biodiversité rend aux humains des services inestimables et quels sont les effets de sa dégradation sur notre santé. C'est un ouvrage pour lequel une trentaine de spécialistes de toutes les disciplines : médecins, vétérinaires, biologistes, écologues, philosophes, a contribué.

Evaluation économique de la biodiversité : méthodes et exemples pour les forêts tempérées

Elodie BRAHIC, Jean-Philippe TERREAUX. Editions QUAE, 2009

Cet ouvrage fournit des outils permettant de réaliser des études d'évaluation économique de la biodiversité, chaque méthode étant présentée avec ses avantages et ses inconvénients. Il sera utile aux gestionnaires forestiers.

Analyse coûts-bénéfices et environnement : développement récents

David PEARCE, Giles ATKINSON, Susana MOURATO. Editions OCDE, 2007

La protection de l'environnement fait désormais partie intégrante des politiques publiques aux niveaux local, national et mondial. Dans tous les cas, il convient de peser soigneusement les coûts et les avantages des politiques et projets en utilisant un étalon de mesure monétaire commun. Pourtant les catégories de coûts et d'avantages à évaluer sont très diverses, notamment l'impact sur la santé, la dégradation du patrimoine et l'appauvrissement de l'écosystème et, par ailleurs, les effets sur le bien-être. En outre, un grand nombre de ces avantages ou dommages ne se font sentir qu'à long terme, parfois sur plusieurs générations, ou bien sont irréversibles (réchauffement de la planète, diminution de la biodiversité...). Comment évaluer ces éléments et les chiffrer en unités monétaires ? Comment devrions-nous prendre en compte les effets sur les générations à venir et l'impact des pertes irréversibles ? Comment traiter les questions d'équité et de durabilité ? Cet ouvrage présente une évaluation approfondie des développements conceptuels et méthodologiques les plus récents dans ce domaine. Il devrait constituer une référence et un outil précieux pour les économistes de l'environnement et les analystes des politiques.

Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes

Rapport du groupe de travail présidé par Bernard Chevassus-au-Louis-Avril. CAS, avril 2009

Ce rapport a deux objectifs principaux :

- réaliser une présentation et une analyse critique des méthodes utilisables pour estimer des valeurs économiques de la biodiversité et des services écosystémiques ;
- appliquer ces méthodes aux écosystèmes présents sur le territoire national, afin de fournir des « valeurs de référence » pouvant être utilisées en particulier dans l'évaluation socioéconomique des investissements publics.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000203/0000.pdf>

Monétarisation des biens et services environnementaux : usages et pratiques. Séminaire du 7 décembre 2011

Cette seconde édition a été l'occasion d'aborder la mise en oeuvre des méthodes de valorisation économique des politiques, régulations, biens et services environnementaux, sur la biodiversité, les patrimoines naturels et aménités environnementales. à travers la présentation d'études de cas, d'en cerner les apports et les limites, et de dégager des pistes d'amélioration. Plusieurs domaines des politiques environnementales ont été abordés : écosystèmes agricoles et forestiers, biodiversité, milieux aquatiques, déchets...

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED78.pdf>

Le bilan biodiversité : une méthodologie pour intégrer la nature dans votre comptabilité

Joël HOUDET. Victoires Editions, Naturparif , 2012

Cet ouvrage propose aux acteurs économiques une nouvelle forme de comptabilité comparable à celle du bilan carbone : le bilan biodiversité. Celui-ci inclut dans son champ d'analyse et de quantification, en plus des émissions de gaz à effet de serre, toutes les dépendances et atteintes d'une entreprise à la nature : consommations de matières premières, de foncier, d'eau, ou de tout autre service écologique tels qu'ils sont décrits par la communauté scientifique internationale.

Les activités économiques nécessitent toujours, à plus ou moins grande échelle, des prélèvements dans les ressources épuisables et renouvelables de notre planète. En intégrant les coûts, revenus et externalités liés à ces opérations dans leur comptabilité, les entreprises pourront ainsi améliorer leur performance financière tout en maîtrisant leur bilan biodiversité. Avec un objectif : investir dans le maintien du capital naturel indispensable à leur développement et à leur survie !

Enfin, les entreprises trouveront dans cet ouvrage les clés indispensables pour introduire de nouveaux indicateurs liés à la biodiversité dans leurs rapports d'activités annuels.

La biodiversité, un capital pour nos territoires

Actes de conférence. Alterre Bourgogne, décembre 2008

La préservation de la biodiversité est un enjeu majeur pour nos territoires. Elle fournit en effet des biens et services qui contribuent à notre bien-être mais aussi au développement des activités économiques. Qu'est ce que la biodiversité ? De quels biens ou services parle-t-on ? Comment évaluer leur valeur économique ? Quelles stratégies territoriales au lendemain du Grenelle de l'environnement ? Autant de réflexions que le comité français de l'UICN et Alterre Bourgogne ont proposé de partager avec un large public, le 4 décembre 2008, à Dijon.

http://www.alterre-bourgogne.org/arkotheque/client/alterre_bourgogne/ depot_arko/basesdoc/4/540/synthese-de-la-conference-biodiversite-un-capital-pour-nos-territoires-.pdf

Diagnostic des enjeux à partager - Stratégie régionale pour la biodiversité en Bourgogne

septembre 2012

Le Conseil régional de Bourgogne et l'Etat ont lancé, le 30 janvier 2012, un processus d'élaboration et de mise en œuvre conjointe d'une stratégie régionale pour la biodiversité articulée avec le Schéma régional de cohérence écologique, ainsi qu'un Observatoire de la biodiversité à l'échelle régionale.

Cette démarche vise à mieux identifier les enjeux relatifs à la préservation de la biodiversité à moyen et long termes et définir, sur cette base, un cadre d'intervention commun à tous les acteurs bourguignons. Le présent diagnostic doit servir de support à la concertation. Il constitue un premier état des lieux de la situation en Bourgogne et tente d'identifier des enjeux potentiels à partager. Pour que chacun se l'approprie, il a été structuré en trois parties permettant de réaliser un panorama de la biodiversité en Bourgogne par ensembles paysagers, des interactions avec les activités socio-économiques, et des actions menées par les acteurs bourguignons.

L'économie verte en trente questions

Alternatives économiques. HS n°61, mars 2013

Ce document présente les fondamentaux de l'économie verte : les raisons pour lesquelles il est urgent de changer de cap économique, les sept plaies de la crise écologique que nous vivons, les clés pour instaurer une société durable, et les modalités qui permettront de réconcilier écologie et économie.

Initiatives de mise en œuvre d'indicateurs et de monnaies

Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs

Association des régions de France, 2012. Document rédigé par le Conseil Régional Nord – Pas de Calais, Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Evaluation

<http://www.arf.asso.fr/wp-content/uploads/2012/04/rapportfinalARF.pdf>

Indicateurs stratégiques de développement durable pour la Région Île-de-France : Un indice de qualité de vie et de bien-être pour la Région d'Île-de-France

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France – IAURIF. Novembre 2007

Cette méthode propose un cadre méthodologique permettant de définir un "Indice de qualité de vie et de bien-être" couvrant les trois sphères du développement durable à partir de deux dimensions de l'écosystème.

http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_372/pdf_Indicateurs_strategiques_de_DD_ia_48833.pdf

Cahier des initiatives pour d'autres indicateurs de richesse

FAIR Forum pour d'autres indicateurs de richesses

Ce « Cahier des initiatives » présente des travaux et réflexions de membres de FAIR.

<http://fr.pekea-fr.org/FAIR/CahierFAIR22avril.pdf>

Carnet de voyage(s) en coresponsabilité : Vers le bien-être citoyen à Mulhouse, par Hélène Combe et les équipages mulhousiens

Le Conseil de l'Europe, en collaboration avec le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux, développe depuis 2005 une méthodologie de construction de la coresponsabilité avec les villes, les entreprises, les écoles, les hôpitaux, etc. en lien avec les régions et gouvernements nationaux. Des Territoires de Coresponsabilité ont ainsi émergé progressivement dans des communes d'une quinzaine de pays. La Ville de Mulhouse a expérimenté cette approche avec l'appui du Conseil de l'Europe dans différents domaines, donnant lieu à des actions pilotes diversifiées, les « voyages » de ce carnet : déclinant la coresponsabilité en entreprises, écoles, quartiers, pour l'insertion, la consommation responsable, etc. Après six ans d'expérimentation, elle fait un point un point d'étape avec les équipages embarqués. Pour ce faire, les équipes engagées ont travaillé avec Hélène Combe, déléguée générale de l'Observatoire de la Décision Publique, titulaire de la Chaire « développement humain durable et territoires » à l'Ecole des Mines de Nantes et avec le soutien du programme européen URBACT. Animés par la volonté de partager et d'échanger avec d'autres acteurs et d'autres villes sur les acquis et les perspectives ouvertes donner une forme ludique et pratique à ce travail de capitalisation qui prend la forme d'un «Carnet de voyage en coresponsabilité».

http://urbact.eu/fileadmin/Projects/Together/outputs_media/Carnet_Voyages_Mulhouse_01.pdf

En quête du bien-être. Film réalisé au Lycée Albert Schweitzer de Mulhouse

« Nous cherchons tous à atteindre le bien-être... mais nous oublions bien souvent que si tout le monde n'est pas heureux, nous ne le serons pas non plus ! Ce documentaire vous propose de suivre un projet du Conseil de l'Europe testé pour la première fois dans un lycée... Et ce sont tous ensemble que lycéens, professeurs et le personnel vont chercher à se sentir bien dans leur lycée ! L'occasion de découvrir cette démarche et peut-être de donner envie d'y participer soi-même un jour ou de l'appliquer dans un autre milieu... »

Durée : 14mn 1s

<http://www.telecampus.fr/archives.php?annee=2008&video=1>

Vers un profil développement durable du territoire girondin...: indicateurs synthétiques de développement durable

Innovation du premier rapport de développement durable du Conseil Général en 2011, le profil DD de la Gironde présente, en 6 indicateurs, la situation du département au regard du développement durable. Il constitue les fondements d'un tableau de bord du « en quoi c'est mieux ? » pour la qualité du territoire et pour la qualité de vie des girondins

Les indicateurs synthétiques se réfèrent aux cinq finalités de développement durable ainsi qu'aux éléments déterminants de la démarche Agenda 21. Chaque finalité de l'Agenda 21 a donc un indicateur synthétique associé. Elle s'appuie sur des indices développés à l'échelle internationale (PNUD), nationale et régionale. Deux indices ont été créés par le département et sont aujourd'hui en débat dans les différentes sphères d'expertise.

http://www.gironde.fr/upload/docs/application/octetstream/2012-08/referentiel_dindicteurs_synthetiques_de_dd-profil_dd_girondin.pdf

Définissons ensemble de nouveaux indicateurs de richesses et de développement durable en Pays de la Loire

Dans le cadre de ce projet impulsé par Hélène Combe, responsable de la chaire "développement humain durable & territoires" de l'école des Mines de Nantes, la Région et l'Observatoire de la décision publique ont cherché pendant deux ans de nouveaux indicateurs afin de proposer une autre manière d'impulser les politiques publiques.

Site de la démarche : <http://www.paysdelaloire.fr/index.php?id=4891>

Boîte à outils liés à cette démarche :

<http://www.boiteaoutils-richessespd.fr/index.php?page=Pour-mieux-comprendre>

Indicateurs régionaux de développement humain dans le Nord-Pas de Calais et en Wallonie

Après avoir calculé son "empreinte écologique" la Région, rejointe par la Wallonie, s'est lancée dans le calcul expérimental des plus connus des indicateurs alternatifs promus par le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ces Indicateurs de Développement Humain sont calculés pour l'ensemble des pays du monde et font l'objet d'une publication annuelle sous le titre de "Rapport sur le développement humain". Ils permettent de rendre compte des progrès humains à travers des indicateurs tels que le taux de pauvreté monétaire, l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation ou encore le taux de scolarisation. Ce numéro d'Etudes Alterre Bourgogne - Bibliographie - Où sont les richesses ? - Conférence du 6 décembre 2013 à Dijon

Prospectives Régionales présente les résultats de deux années de travail sur la régionalisation de ces indicateurs, symboles d'une décentralisation active dans le domaine du débat démocratique sur ce qui fait la qualité d'une société.

http://www.nordpasdecals.fr/upload/docs/application/pdf/2012-06/indicateurs_regionaux_de_developpement_humain.pdf

Le projet ISBET (Indicateurs Sociétaux de Bien Etre Territorialisés, Bretagne / Ile et Vilaine

Ce projet a pour objectifs :

- le calcul d'un IDH (Indice de Développement Humain) territorialisé au niveau régional et infra-régional et d'autres indicateurs synthétiques (IDH2, IDH4, ISS.)-Reconsidérer le progrès sociétal.
- L'élaboration participative d'indicateurs locaux de bien-être et de progrès sur des territoires expérimentaux (Communauté de communes du Val d'Ille, Communauté de communes de Pipriac)-Elaborer la construction collective.
- Des travaux de recherche sur les procédures de construction sociétale des indicateurs-Agencer les indicateurs locaux.

Site de la démarche : <http://www.pekea-fr.org/isbet.html>

Télécharger le document : Bien vivre ensemble sur les territoires : construire ensemble des indicateurs de bien-être et de progrès social

http://www.pekea-fr.org/doc/isbet_territoires.pdf

Des Indicateurs pour apprécier le développement durable en Poitou-Charentes

Ce document présente une première liste d'indicateurs régionaux. C'est une première production qui a pour objectif de rendre compte des travaux réalisés, de porter à connaissance la démarche partenariale mise en place en Poitou- Charentes, de valoriser son exemplarité et de sensibiliser aux principes, finalités et Concepts du développement durable. Dans cet objectif ce document rappelle quelques notions clés du développement durable et présente les spécificités des indicateurs ainsi que des précautions pour leur usage. Il propose à l'aide d'exemples concrets sur l'aménagement du territoire, la précarité énergétique et la création de richesses et l'emploi, un usage des indicateurs et met en évidence l'intérêt de les mettre en relation, de les croiser. Ces analyses permettent alors de proposer des orientations, des pistes d'actions aux «décideurs»

http://www.cese-poitou-charentes.fr/IMG/pdf/Document_intermediaire_Developpement_durable_-_Mars_2012.pdf

Cahier d'espérance Richesses et Monnaies

Les initiatives présentées ici concernent toutes des monnaies à vocation économique : développement économique local, développement de l'économie sociale et solidaire, etc.... dans l'idée de répondre à l'interrogation posée par les États Généraux de l'Économie Sociale et Solidaire : quelles pistes pour développer un autre modèle économique ?

Un Indicateur de santé sociale pour les régions françaises : genèse et légitimité

Florence JANY-CATRICE

http://clerse.univ-lille1.fr/IMG/pdf/axe_4_jany_catrice.pdf

Mouvement SOL

Le Sol est une initiative citoyenne Européenne qui prend sa source dans un travail de réflexion engagé par et autour de Patrick Viveret en 1998. Observant le développement des monnaies virtuelles, et convaincu de la nécessité de « reconsidérer la richesse », il imagine la création d'une monnaie spécifique à l'économie sociale et solidaire.

Il s'agit de changer de regard sur la richesse et sur ses facteurs et de rendre sa juste place à la monnaie afin de transformer notre économie et notre société en profondeur. Les membres du mouvement Sol proposent de lutter contre le « fétichisme monétaire » et les dérèglements de la société de marché grâce à la mise en place de nouveaux systèmes d'échanges fondés sur la coopération. Le mouvement SOL vise la réappropriation citoyenne de la monnaie. Il est soutenu par de nombreux acteurs de l'économie sociale et solidaire dont le Chèque Déjeuner, le Crédit Coopératif, la MAIF et la MACIF.

Dès 2006/2007, des citoyens s'engagent dans la mise en place de monnaie SOL dans leur bassin de vie. Les premières expérimentations ne sont pas toutes couronnées de succès mais elles permettent d'acquérir une expérience aussitôt valorisée par le mouvement.

<http://www.sol-reseau.org/>

En particulier : SOL Violette / Toulouse <http://www.sol-violette.fr/>

Le projet Toulousain est issu de rencontres et de discussions entre des citoyens décidés à agir en faveur du développement de l'économie sociale et solidaire. Le projet a réellement débuté en 2009 lors d'une assemblée populaire sur les questions de monnaie et de richesses organisée dans le cadre de la Quinzaine de l'Economie Solidaire. Des groupes de discussion ont suivi dans le but de réfléchir à l'éventualité de la mise en place d'une monnaie SOL à Toulouse.

Le projet a été présenté pour la première fois en réunion plénière en 2010. Les ateliers participatifs qui ont suivis ont réunis plus de 150 citoyens, prestataires de biens et de services, professionnels de la banque, élus de collectivités territoriales et simples citoyens, intéressés à l'idée de se réapproprier la monnaie à des fins éthiques. Le collectif s'est structuré petit à petit pour aboutir à la création d'une association : le Comité Local d'Agrément Sol (CLAS).

Au fil des réunions, les règles de fonctionnement du Sol-Violette ont été précisées. Les adhérents ont élaboré une charte d'agrément, décidé des modalités d'application de la fonte, choisi le montant des adhésions, imaginé l'allure des billets, spécifié les règles d'enregistrement des coupons, etc. Une étude de faisabilité a parallèlement été menée afin d'attester de la capacité du collectif à mener à bien le projet à Toulouse.

Le Sol-Violette a véritablement pris son envol après deux ans de réflexion au printemps 2011, grâce notamment au soutien financier de la Mairie de Toulouse.

Le film « *Sol-Violette, l'éclosion d'une monnaie* » peut-être visionné gratuitement : <http://vimeo.com/43395372>

Monnaies Locales Complémentaires

Plateforme pour mutualiser des outils, des informations et de la documentation sur les MLC papier et convertibles

<http://monnaie-locale-complementaire.net>

Exemples de monnaies en circulation :

La mesure / Romans sur isère / Drôme <http://monnaie-locale-romans.org/>

L'Abeille / Villeneuve sur Lot <http://agirpourlevivant.org/>

Les SELs : systèmes d'échanges locaux

Les Systèmes d'Echange Local, ou Services d'Echange Local, sont des groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens, de services, et de savoirs.

<http://selidaire.org/spip/sommaire.php3>

Sites ressources

Réseau FAIR : forum pour d'autres indicateurs de richesse

Le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse est un collectif citoyen, dont l'objet initial a été de créer une interface entre la "Commission de la mesure de la performance économique et du progrès social"¹, et des groupes travaillant depuis de nombreuses années dans la recherche et sur le terrain sur la question des nouveaux indicateurs de richesse.

Plus largement FAIR a pour vocation de prendre position dans le débat démocratique, et de contribuer activement à la construction d'un rapport de force citoyen pour la redéfinition des indicateurs de pilotage de notre société.

<http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

Institut INSPIRE

L'Institut INSPIRE (Initiative pour la Promotion d'une Industrie Réconciliée avec l'Ecologie et la société) est une association loi 1901. C'est un centre de réflexion, de mutualisation des connaissances et d'actions au service de la réconciliation de l'économie et de la biosphère.

Ses actions ont pour objectifs de promouvoir la préservation et la restauration de la dynamique et de la fonctionnalité des écosystèmes, de favoriser la création d'emplois porteurs de sens et créateurs de lien social, d'inciter les entreprises à reconsidérer leurs modèles économiques et de production pour prendre en compte leurs interactions avec la biosphère, d'inciter les collectivités à prendre en compte la pérennité du capital naturel dans les politiques d'aménagement du territoire ou de développement économique.

<http://www.inspire-institut.org/>

Comité français de l'UICN

Créé en 1992, le Comité français de l'UICN est le réseau des organismes et des experts de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en France.

Il regroupe au sein d'un partenariat original 2 ministères, 13 organismes publics, 41 organisations non gouvernementales et plus de 250 experts réunis en commissions spécialisées et en groupes de travail thématiques.

Par cette composition mixte, il est une plate-forme unique de dialogue et d'expertise sur les enjeux de la biodiversité, associant également les collectivités locales et les entreprises.

Le Comité français de l'UICN s'est fixé deux missions principales : répondre aux enjeux de la biodiversité en France et valoriser l'expertise française à l'international.

www.uicn.fr

Alternatives économiques

Site de la revue Alternatives économiques : <http://www.alternatives-economiques.fr/>

Le site internet de Cemex France

CEMEX est un des leaders de l'industrie des matériaux de construction.

En France, la société produit et commercialise des granulats et des bétons prêts à l'emploi grâce à un dispositif de 330 sites de production répartis sur une grande partie du territoire. Pour chacune de ses activités, CEMEX France entend poursuivre son développement et répondre aux besoins de ses clients selon 5 axes prioritaires : gérer ses activités de façon éthique et responsable ; protéger et développer son capital humain ; préserver l'environnement et la biodiversité ; agir en faveur de la construction durable ; élargir son périmètre d'action et de responsabilité.

<http://www.cemex.fr>

Biomimethic

Biomimethic est un fonds de dotation et un think-tank destiné à soutenir les efforts de recherche et sensibiliser les acteurs en mobilisant les pôles de compétitivité pour l'éco-innovation et l'écologie industrielle, ces dernières s'inspirant directement des principes du biomimétisme.

Il a trois missions : sensibiliser les publics cibles par l'organisation de conférences, de réunions et de son forum annuel ; dynamiser les acteurs (économiques, recherche, institutionnels) par le montage et le suivi de think-tanks thématiques et de concours, ainsi que mobiliser l'intelligence de la recherche via la création de groupes de travail, de chaires universitaires ou d'instituts d'excellence.

Le fonds a comme objectif d'accélérer la mise en œuvre de l'écologie industrielle par les entreprises face aux mutations économiques pour une industrie plus durable. Il s'appuie sur le réseau des Pôles de compétitivité et articule son fonctionnement grâce aux outils du management collaboratif.

Biomimethic est une initiative du Pôle de Compétitivité FIBRES. <http://www.polefibres.fr>

Chaire Partenariale Développement Humain Durable & Territoires

« La Chaire développement humain durable et territoires, en quelques mots :

- des recherche actions centrées sur 2 axes complémentaires : "nouveau rapport à l'économie et à la consommation" et "mondialité par des territoires responsables et solidaires" : nouveaux indicateurs de richesse, éthique financière, engagement sociétal des entreprises et autres organisations, transition énergétique, conditionnalité des aides publiques, ...
- un ancrage territorial "ouest" (Bretagne et Pays de la Loire), avec une vision résolument axée sur l'ouverture au monde...
- des partenaires engagés ou associés, personnes morales et/ou physiques, apportant une contribution financière et/ou en temps, une représentation équilibrée au Comité de pilotage, une personne étant égale une voix...
- des travaux "open source " au sein d'un laboratoire collaboratif et via une "coopérative de compétences", où chacun peut contribuer et venir se ressourcer dans une logique d'intelligence partagée... »

<http://www.chaire-dhd-territoires.org/>

plaquette de présentation : <http://www.boiteaoutils-ricnessespd.fr/dhdt/uploads/images/Plaquettechaire%20dhdt%20-13.pdf>

Institut Veblen pour les réformes économiques

L'Institut Veblen pour les réformes économiques est une association de loi 1901 à but non lucratif, soutenue par la Fondation Charles-Léopold Mayer. Sa mission est d'œuvrer pour la transition vers un mode de développement soutenable et une économie socialement juste. <http://www.veblen-institute.org/Qui-sommes-nous?lang=fr>

Collectif richesses

Le Collectif Richesses a été constitué en France, en 2001, en appui et relais à la mission "Nouveaux facteurs de richesse", mission confiée par la DIES - Délégation Interministérielle à l'Économie Solidaire, à Patrick Viveret.

Il rassemble des personnes et associations actives dans les milieux de l'art, de la culture, de l'écologie, de la santé, de l'éducation populaire, de l'action humanitaire, de l'économie solidaire.

Il a pour vocation de relayer, sous diverses formes, la mobilisation citoyenne pour l'affirmation d'un autre regard sur ce qui fait richesse dans nos sociétés.

<http://www.collectif-richesses.org/>

Le site du programme "Mesurer le progrès des sociétés" de l'OCDE

<http://www.oecd.org/progress>

Le site de la conférence internationale "Au-delà du PIB"

Voir notamment la rubrique "Fact Sheets" pour la présentation d'une vingtaine d'indicateurs alternatifs.

<http://www.beyond-gdp.eu>